



Note sur le déroulement et le résultat des élections au Soudan Et sur les enjeux à venir



Soudan : Carte administrative – Source : UNPD.org

Contexte et déroulement des élections :

Le Soudan vient de connaître ses premières élections multipartites depuis près de 25 ans. Celles-ci se sont déroulées sur 5 jours du 11 au 15 avril (initialement prévues sur trois jours, elles ont été prolongées pour pallier les lenteurs du processus). Tous les rapporteurs internationaux occidentaux (Union Européenne, Carter Center, ONU), comme africains ou arabes (Ligue Arabe, Union Africaine) ou encore les gouvernements (USA, Chine, France, etc.) s'accordent à dire qu'elles se sont déroulées sans flambée de violence majeure, malgré le boycott massif annoncé par deux importants partis d'opposition (Umma et SPLM pour les élections au Nord) quelques jours avant le scrutin. Ils s'accordent également à dire qu'elles ont rencontré quelques problèmes techniques et logistiques mais que dans l'ensemble, les

différents scrutins se sont déroulés normalement¹, même s'ils étaient d'une extrême complexité (les Soudanais devaient en effet élire à la fois les représentants exécutifs et législatifs locaux, régionaux et nationaux).

Au-delà du déroulement pratique du processus en tant que tel, les critiques qui se sont faites jour portent en premier lieu sur les différentes étapes qui ont précédé ces cinq journées (recensement de 2008 et établissement des listes électorales). Nombre d'observateurs et d'analystes, notamment les membres de l'International Crisis Group² ont estimé bien avant le lancement officiel que les dèss étaient jetés et que le parti au pouvoir, le National Congress Party (NCP) de Omar El-Beshir, avait piloté l'orientation des résultats (toujours d'après le rapport d'ICG et au moins pour la région du Darfour). La commission électorale indépendante (NEC) qui ne semble avoir eu d'indépendante que le nom (ICG, *ibid*), a permis, lors des deux dernières années, d'ouvrir un boulevard à la réélection, sans contestation possible, de Beshir à la présidence. C'est d'ailleurs la raison majeure invoquée par l'opposition pour boycotter ces élections. Cette dernière, qui pendant près de 25 ans a été vidée de son essence par le régime au pouvoir, n'a par ailleurs plus de force de frappe réelle et les médias sont en grande majorité à la solde du NCP même si plusieurs d'entre eux ont tenté de jouer le jeu de la pluralité. Ce contexte n'a en rien facilité l'avènement d'un processus d'élection démocratisé c'est-à-dire attendu comme étant « libre et juste ».

Les principaux enjeux du scrutin :

Tout d'abord, Beshir est depuis le 4 mars 2009, sous le coup d'un mandat d'arrêt de la CPI³ (Cours Pénale Internationale) pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité dans le cadre des contre-insurrections qu'il aurait ordonnées et qui visaient les populations Four, Massalit et Zaghawa au Darfour. Par le biais du processus électoral qui se voulait « démocratique » et reconnu comme tel tant par les différents observateurs internationaux que par les gouvernements étrangers, Beshir visait à sortir, non pas blanchi, mais tout du moins légitimé dans ses fonctions par les Soudanais eux-mêmes, obligeant de fait la Communauté Internationale à faire machine arrière concernant ce mandat d'arrêt.

Au cœur également des enjeux du bon déroulement de ce processus électoral, le référendum d'auto-détermination du Sud-Soudan qui doit se tenir en principe en janvier 2011, conformément au fragile accord de paix signé en 2005 (le fameux Comprehensive Peace Agreement – CPA), sous la pression notamment des Etats-Unis, et qui a mis fin à plus de 20 ans de guerre civile entre le Nord, que l'on dit majoritairement arabe et musulman, et le Sud, considéré comme africain, chrétien et animiste⁴. Le NCP et le SPLM/A (Sudan People Liberation Mouvement/Army) de feu le Colonel John Garang, aujourd'hui dirigé par le président Salva Kiir Mayardit, qui se sont partagé le pouvoir au sein d'un gouvernement

¹ Cependant de nombreuses déclarations sorties dans la presse internationale et spécialisée font état d'un non-respect des « standards internationaux » en la matière (notamment le gouvernement américain ou encore le quai d'Orsay qui a tenu à rappeler également dans sa déclaration officielle qu'il renouvelait son soutien à la CPI). La province du Darfour, actuellement toujours en guerre, a en outre été au centre de vives tensions entre le gouvernement de Karthoum et les observateurs occidentaux.

² ICG, Policy Briefing, 30/03/2010, "Rigged Elections in Darfur and the consequences of a probable NCP victory in Sudan", Africa Briefing n° 72, Nairobi/Bruxelles, 15 p.

³ <http://www.haguejusticeportal.net/eCache/DEF/9/502.TD1GUg.html> consulté le 6 mai 2010.

⁴ Même si cette dichotomie est quelque peu artificielle et simplifiée à outrance une situation sociale plus complexe, mosaïque de groupes ethniques dont l'appartenance à l'une ou l'autre de ces deux catégories n'est pas particulièrement nette.... Le Darfour, par exemple, illustre bien cette complexité : les groupes sociaux sont considérés comme africains mais arabisés et musulmans.

d'union nationale depuis la signature du CPA, étaient en quelque sorte liés par des intérêts, certes divergents mais qui, dans le contexte actuel, les obligeait chacun à faire en sorte que ces élections aient lieu de la meilleure des manières possibles : Beshir pour les raisons évoquées dans le paragraphe précédent et Salva Kiir Mayardit pour obtenir la garantie de la tenue du referendum de 2011 qui devrait conduire, assez logiquement⁵, à la naissance du 55^{ème} Etat africain.

Pour quelques représentants soudanais de la société civile (dont les propos ont été rapportés par Reuters le 20/04/2010 et dans le New York Times du 21/04/2010), l'intrication des intérêts des acteurs du pouvoir soudanais comme des acteurs internationaux qui ont contribué à la rédaction du cahier des charges du CPA (le processus électoral fait partie intégrante des dispositions de l'accord de paix), a pour conséquence des prises de position relativement molles et mal aisées, validant un processus électoral qui relève du pis-aller. Ces déclarations gênées voire contradictoires sauvent plus les apparences qu'elles ne permettent d'aborder les vrais enjeux qui ne vont pas manquer de secouer le Soudan dans son entier si l'indépendance du Sud est entérinée par le référendum à venir, certains présageant même d'une possible « guerre totale ».

Sans entrer dans une liste détaillée point par point, notons cependant quelques sujets clés qui inquiètent les acteurs de la société civile alors que le référendum se tient dans 6 mois : les ressources pétrolières sont majoritairement situées au Sud, les pipelines passent uniquement par le Nord et rejoignent Port-Soudan dans l'est du pays. Cette répartition « inégale » de la principale ressource économique du pays pose aujourd'hui encore la question de la délimitation d'une frontière qui soit acceptable, de part et d'autre, par les deux gouvernements.

Autre point sensible : près de deux millions de sud-soudanais qui ont fui les combats, résident actuellement dans les faubourgs de Karthoum, il est évident qu'en cas de sécession, le gouvernement du Nord n'hésitera probablement pas à déplacer (par la force) ces populations⁶ à destination du nouvel Etat sud-soudanais, qui se verrait alors en proie à une crise humanitaire féroce.

La question de la viabilité de ce nouvel Etat que certains qualifient déjà de « pré-Etat failli »⁷ reste également posée, le SPLM/A n'a pas montré, durant les 5 années qui viennent de s'écouler, de compétences avérées en matière de gestion institutionnelle et son administration est entachée par de nombreuses affaires de corruption. En outre, les violences se répètent inlassablement dans les gouvernorats du Sud⁸, les incursions répétées du mouvement rebelle de la LRA ougandaise (L'Armée de Résistance du Seigneur) n'arrangent pas la situation sécuritaire et montrent les limites de l'administration et des moyens du GoSS (Government of

⁵ Les avis sur ce point restent partagés : une frange de plus en plus large de responsables politiques comme de l'église appelle à l'unité du pays plus qu'à la sécession arguant du fait que ce n'est pas l'indépendance qui permettrait de résoudre les problèmes socio-économiques au Sud mais plutôt, une meilleure distribution sur l'ensemble du territoire national soudanais conformément à la vision que défendait le fondateur du SPLM/A, le colonel John Garang.

⁶ Même si déjà de nombreuses familles sont revenues s'installer au Sud-Soudan « ressuscitant » des villes entières depuis la signature du CPA en 2005, le sort des populations restées à Karthoum suscite des inquiétudes.

⁷ Propos qui auraient été tenus par des membres d'ONG présentes à Juba et rapportés par Pierre Prier dans son article du 20/04/2010 sur figaro.fr et titré : « *Sud-Soudan, Etat « failli » avant de naître* », consultable à l'adresse suivante : <http://www.lefigaro.fr/international/2010/04/20/01003-20100420ARTFIG00697-sud-soudan-etat-failli-avant-de-naître-.php>

⁸ Dans un rapport conjoint d'ONG publié en janvier 2010 sur le site d'Oxfam France, de nombreux organismes internationaux font état de heurts répétés entre populations, populations et factions du SPLA, populations et LRA, heurts qui compromettent d'après ce rapport la paix dans les gouvernorats du Sud-Soudan. Rapport consultable à l'adresse suivante : <http://www.oxfamfrance.org/pdf/rapport-sauver-la-paix-au-sud-soudan.pdf>

Southern Sudan). Les élections ont également fait apparaître de graves et profondes divisions au sein du SPLM/A, suscitant parfois des affrontements entre factions et pouvant faire craindre des violences futures.

Les résultats des élections : quel scénario pour l'avenir du Soudan ?

La proclamation des résultats du 26 avril 2010 qui a confirmé Omar El Beshir à la présidence du Soudan avec près de 70% des votes et également, entériné la présidence de Salva Kiir Mayardit au Sud avec plus de 93% des suffrages exprimés⁹, est conforme aux prévisions des analystes et experts et confirme combien le *statu quo* à la tête du pays est aujourd'hui la voix privilégiée pour parvenir à mener à son terme les échéances prévues par le CPA. Beshir s'est d'ailleurs empressé, dès l'annonce de sa victoire, de confirmer qu'il était toujours engagé à respecter les termes de l'accord et permettre le déroulement des referenda d'Abyei et du Sud-Soudan ainsi que les consultations populaires attendues dans les gouvernorats du Sud-Kordofan et du Blue Nile¹⁰.

Quand bien même la société civile (mouvements pour les Droits de l'Homme et mouvements d'église) reste dubitative quant au respect des accords signés en 2005 (voir les déclarations parfois vives dans la presse internationale du Sudan Council of Churches¹¹), les premières réactions des gouvernants fraîchement légitimés peuvent aussi faire présager d'une sortie de crise « heureuse » (si chacun assume jusqu'au bout ses responsabilités), fruit de la recherche d'une solution politique et non plus armée entre le Nord et le Sud avec, pour la première fois, la perspective de se partager les ressources (notamment pétrolières) à l'issue d'un accord et non d'un rapport de force militaire. C'est pour cela que certains acteurs internationaux, comme l'UE, ont pu soutenir ces élections sachant bien par avance qu'elles étaient sans surprise, l'objectif majeur étant plutôt de donner une légitimité « démocratique » aux deux régimes du Nord et du Sud (aucun de ceux-là n'avaient jamais été élus) permettant d'envisager une partition du pays « à l'amiable » reconnues par la Communauté Internationale comme par les Soudanais.

Ces quelques points clés, ici rapidement abordés, montrent combien la « bonne » tenue des élections masque mal l'étendue des défis à relever dans les mois à venir par les gouvernants soudanais mais aussi, combien les risques sont forts de voir basculer de nouveau le Soudan dans un conflit d'ampleur pesant une fois de plus sur des populations pour la plupart déjà en proie à de grandes difficultés. Les mois qui viennent sont donc cruciaux et verront se dessiner l'un ou l'autre des scénarii envisagés, gageons pour le peuple soudanais que l'issue en soit plus politique que guerrière.

⁹ Depuis la signature du CPA, le Sud-Soudan fonctionne en région autonome et dispose de son propre gouvernement. Omar El-Beshir a donc été élu président du Soudan et Salva Kiir Mayardit président du gouvernement du Sud-Soudan appelé aussi GoSS.

¹⁰ Selon les accords du CPA, les trois gouvernorats d'Abyei, du Sud Kordofan et du Blue Nile bénéficient d'un statut particulier et sont appelés les « protocol Areas » (http://www.sd.undp.org/UNDP_protocol_areas.htm). Particulièrement touchés par les combats pendant près de 20 ans et au cœur des enjeux en termes de ressources pétrolières, ces trois gouvernorats ont bénéficié d'une relative autonomie pendant les cinq dernières années et doivent choisir en 2011 s'ils préfèrent être rattachés au Nord-Soudan ou au Sud-Soudan, en cas de sécession.

¹¹ <http://www.sudantribune.com>